

# Lettre ouverte au gouvernement du Québec: **À la défense de l'accès à l'éducation postsecondaire publique**

Au nom des travailleuses et travailleurs, du personnel académique et des étudiantes et étudiants de partout au Canada, nous demandons au premier ministre du Québec Jean Charest et à la ministre de l'Éducation Line Beauchamp de résoudre promptement la grève étudiante en renversant la décision de hausser les droits de scolarité au Québec.

Il y a maintenant plus de deux mois que les étudiantes et étudiants du Québec font la grève pour s'opposer à la hausse de 75 % sur cinq ans des droits de scolarité décrétée par le gouvernement. Cette hausse fait effectivement éclater le principe d'accessibilité à l'éducation sur lequel repose le système d'éducation au Québec; elle ouvre toute grande la porte à un modèle de financement fondé sur l'utilisateur payeur.

À la lumière de la rupture récente des négociations, nous sommes de plus en plus préoccupés de voir que le gouvernement fait fief de la voix montante de toute une génération fermement attachée au principe même et à la juste valeur de l'accès à l'éducation.

Les étudiantes et les étudiants québécois ont pris sur eux de défendre le droit des futures générations à l'éducation. Ils risquent de perdre leur session dans leur lutte pour une vision du monde où personne n'est exclu. Ils ont monté un argumentaire convaincant, ils ont obtenu l'appui du public et ils ont présenté au gouvernement plusieurs solutions de rechange à la hausse des droits de scolarité.

Et malgré cela, le gouvernement continue de s'accrocher, pour justifier la hausse, à des arguments qui ont été largement réfutés. Augmenter les droits de scolarité ne compense pas les lacunes dans le financement du système d'éducation. Cela ne fait que transférer la responsabilité des épaules du gouvernement à celles des étudiantes et des étudiants eux-mêmes. Augmenter les droits de scolarité force les étudiants à s'endetter, reproduisant ainsi les inégalités sociales que le système d'éducation vise justement à atténuer. Augmenter les droits de scolarité indique un changement de priorités, le gouvernement se désistant progressivement de sa responsabilité d'assurer l'accès à l'éducation pour tous et toutes.

Nous sommes estomaqués par le mépris du gouvernement du Québec à l'égard des jeunes et par sa mauvaise foi dans le processus de négociation auquel il prétend adhérer pleinement.

Nous croyons que chaque Canadien et chaque Canadienne devraient avoir le droit à l'éducation, peu importe ses revenus ou ceux de sa famille. Nous croyons qu'il est dans le meilleur intérêt de notre société de permettre à tous et à toutes d'être qualifiés et instruits, et de s'épanouir pleinement. Et nous croyons qu'il appartient au gouvernement de soutenir l'éducation en tant que bien social.

Nous appuyons le travail exemplaire des étudiantes et des étudiants du Québec durant cette grève et nous serons solidaires de leurs actions le temps qu'il faudra pour mettre fin à la hausse des droits de scolarité.

Roxanne Dubois  
Présidente nationale  
**Fédération canadienne des  
étudiantes et étudiants**

Charles Fleury  
secrétaire-trésorier national  
**Le Syndicat canadien de la fonction publique**

Jean-Pierre Fortin  
Directeur  
**TCA-Québec**

John Gordon  
Président national  
**Alliance de la fonction publique du Canada**

Denis Lemelin  
Président national  
**Syndicat des travailleurs et  
travailleuses des postes**

Ken Lewenza  
Président national  
**Travailleurs canadiens de l'automobile**

Gaétan Ménard  
Secrétaire-Trésorier  
**Syndicat canadien des communications, de  
l'énergie et du papier**

Paul Moist  
Président national  
**Le Syndicat canadien de la fonction publique**

Wayne D. Peters  
Président  
**Association canadienne des professeures et  
professeurs d'université**